



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230627-2023_35-DE



DÉLIBÉRATION

2023/35

COUT LAUREAT 2022

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 27 Juin 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifiée, relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2009-1732 du 30 décembre 2009 modifié, fixant les modalités du transfert des missions et des ressources du Centre national de la fonction publique territoriale à certains centres de gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif au recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2020/11 du 10 mars 2020 relatif aux conditions de récupération et le paiement des coûts lauréats facturés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Vu la convention générale régionale Hauts-de-France en date du 6 juin 2017 relative aux modalités de remboursement des coûts engendrés par l'organisation des concours et examens de catégorie C et de la filière médico-sociale de catégorie A et B ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que, comme le précise l'article L 452-26 du Code général de la fonction publique, les Centres de Gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens professionnels propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés. Les collectivités et les établissements non affiliés remboursent aux Centres de Gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

Il rappelle qu'en l'absence d'une convention passée en application de cet article, les collectivités et établissements qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un Centre de Gestion auquel ils ne se sont pas affiliés, lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapporté au nombre de candidats déclarés aptes par le jury. Cette somme est communément appelée « coût lauréat ».

La loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, puis la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 sont venues préciser et organiser le transfert de compétences des concours de catégories A et B (sauf A+) vers les Centres de Gestion. Ce transfert devant s'accompagner d'une compensation financière à hauteur des frais engagés, il est donc impossible de faire supporter aux collectivités et établissements le coût lauréat pour les concours et examens de catégories A et B. Ce principe a été confirmé par un arrêt du Tribunal administratif de Melun n° 0908690/6 en date du 07 juin 2012.

Cependant pour les concours et examens professionnels de la catégorie C et de la filière médico-sociale de catégories A et B ne relevant pas des dispositions précitées, il nous appartient de fixer pour chaque concours et examen professionnel le coût lauréat correspondant aux frais engagés par notre établissement. Il convient donc de les fixer comme suit :

Concours année 2022	Frais d'organisation du concours	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} Classe	73 327.95€	24	3 055.33€
Auxiliaire de Puériculture Principal de 2 ^{ème} Classe	30 496.04€	75	406.61€

Examens Professionnels année 2022	Frais d'organisation de l'examen professionnel	Nombre de lauréats	Coût lauréat
Agent d'Animation Principal de 2 ^{ème} Classe	5 611.84€	15	374.12€
Adjoint Technique Territorial Principal de 2 ^{ème} Classe	32 628.33€	60	543.81€

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de fixer les coûts par lauréat des concours et examens professionnels pour l'année 2022, tel que proposé par son Président ;
- ♦ *AUTORISE* le Centre de Gestion à encaisser les recettes correspondantes

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 juin 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY